



**LA PARTICIPATION DE LA CHINE DANS**  
**L'APEC ET SA POSITION DANS**  
**L'AMERIQUE LATINE.**

**Mémoire de géopolitique du Comandant**

**ANDRES OJEDA RAMIREZ,**

**dans le cadre de l'étude dirigé « L'Extrême-Orient »**

***Directeur : Madame Valérie Niquet,***

**Maître de conférence A l'Institut de stratégie comparée de l'Université**

**Paris I**

**Avril 2003**

# **La participation de la Chine dans l'APEC et sa position dans l'Amérique Latine.**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIERE PARTIE QUELQUES REPERES SUR LA CHINE ET L'AMERIQUE LATINE.**

Pas d'histoire de la Chine. Un visage différent du communisme. Les ressources énergétiques.

Un peu d'histoire. Un autre visage de l'Amérique Latine. Les ressources naturelles. L'Intégration régionale de l'Amérique Latine. La croissance latino-américaine. La dette.

### **DEUXIEME PARTIE : REPERCUTIONS DE LA CHINE EN AMERIQUE LATINE.**

Un marché très intéressant. La Coopération Economique Asie Pacifique. L'activité chinoise dans l'APEC. La nouvelle économie chinoise. La Chine et les autres organisations économiques de l'APEC. L'OMC un pas obligé.

Les liens économiques et diplomatiques. La balance commerciale de la Chine et l'Amérique Latine.

## **INTRODUCTION.**

De 1949 à 1976, la Chine a voulu rester autocentrée, en limitant au maximum ses relations économiques avec la communauté internationale, pendant cette période, l'agriculture était considérée comme la base du développement et l'industrie comme l'élément déterminant. La Chine va essayer de réduire l'érosion du sol par l'intégration de technologies appropriées et de nouvelles variétés sélectionnées. Sa réussite lui a permis de nourrir la population.

A la rupture diplomatique avec l'URSS en 1960, la Chine va envoyer ses étudiants se former dans le monde entier, pour redéfinir son développement et trouver d'autres moyens de reconstruire le pays.

Après la mort de Mao en 1976 et l'accession au pouvoir de l'aile réformatrice du Parti Communiste, sous l'autorité de Deng Xiaoping, la Chine doit affronter le défi de l'ouverture sur le monde extérieur et un changement de son système économique.

L'ouverture apparaît comme le plus court chemin vers la modernisation, en s'octroyant des technologies étrangères dans l'attente d'une accélération de la croissance économique. Mais cette ouverture doit venir de l'intérieur par des réformes économiques et de l'extérieur, par le libre marché.

L'ouverture intérieure se concrétise dans le secteur agricole par la mise en place d'un système de contrats dans lesquels la terre est prêtée aux paysans qui doivent livrer une partie de leur production à l'état, le reste pouvant être vendu sur le marché libre. Dans le secteur industriel, les petites entreprises d'Etat peuvent émettre des actions pour trouver les financements nécessaires aux investissements, mais impérativement l'Etat doit rester l'actionnaire principal.

L'ouverture extérieure se concrétise par des investissements, des emprunts, des achats d'usines, et de technologies à l'étranger. La création de zones franches d'exportations et de villes modernes appelées zones économiques spéciales, où les sociétés étrangères peuvent investir, implanter des ateliers d'assemblage et profiter de la main-d'œuvre bon marché, sous licence étrangère, en exportant des hydrocarbures et des produits divers fabriqués dans les zones spéciales.<sup>1</sup>

Parler de la Chine c'est prendre en compte cinq milles ans de son histoire, un passé récent, de très forts liens internationaux avec l'ex-URSS, un système économique, des problèmes d'intégration de ses ex-colonies anglaises et portugaises, ainsi que ses décisions politico-militaires.

La Chine commence a se réveiller. Après quelques évènements comme l'affaire de la place Tian An Men, elle s'est retrouvée isolée dans le contexte mondial. Son intérêt de réincorporation de Taiwan à sa souveraineté et la pénétration de sa production dans tous les marchés du monde.

Que peut-on dire de la Chine, septième de l'économie mondiale et cinquième exportateur ? Que si la Chine se tenait hors du marché quelques petits pays pourraient en profiter, mais son arrivée à l'APEC et à l'OMC, font que ces pays rencontrent des difficultés de production et de main d'œuvre chinoises.

La production chinoise a des répercutions dans les domaines de la téléphonie, de l'automobile, de l'agriculture, du pétrole, de l'informatique, etc., ces répercutions positives pour les pays industrialisés, sont négatives pour les pays en voie de développement.

Aujourd'hui nous retrouvons sur le marché d'innombrables articles chinois, principalement dans le domaine du jouet, du textile et de l'alimentation, qui profitent de la main d'œuvre bon marché et des subventions accordées à la production.

---

<sup>1</sup> Odile Castel, HISTOIRE des faits économiques, la nouvelle géographie des interdépendances, la Chine, SIREY, 1998, p. 235.

## **PREMIERE PARTIE**

### **QUELQUES REPERES (CHINE -AMERIQUE LATINE).**

#### **1. LA CHINE.**

##### **1.1. Pas d'histoire.**

Avec une superficie de 9,6 millions de km carrés et près de 1,3 milliards d'habitants, la République Populaire de Chine, représente environ le cinquième de l'humanité. Il s'agit d'une population ethnique assez homogène puisque constituée à 96% d'individus d'origine Han, mais il existe néanmoins des différences culturelles non négligeables selon les régions.

En 1978, la Chine décide d'amorcer un revirement dans son modèle de développement. Elle renonce au plan centralisé au profit de l'économie de marché. Au cours de la décennie suivante, le pays va accéder à des performances de croissance sans précédent : 10% de croissance qui se confirme jusqu'à ce jour.

Si la Chine est un géant sur le plan démographique, c'est un enfant qui évolue très rapidement sur le plan économique et dans le communisme.

##### **1.2. Un visage différent du communisme.**

Du fait de l'ouverture économique et de la prolifération des entreprises privées ou semi-privées, dans l'agriculture, mais aussi dans le commerce et l'industrie, la Chine connaît une accélération de sa croissance économique de l'ordre de 9% à 12,8% en 1992.

De Shanghai à Canton, plus de 100 millions de chinois vivent dans un régime économique plus proche du capitalisme que du communisme, les maires de certaines villes ont fait leur études dans de grandes universités américaines et pour eux l'économie libérale moderne n'a pas de secrets.

Le dynamisme de la Chine fait de ce pays un acteur privilégié de l'économie mondiale, l'un des principaux partenaires en matière d'échanges de capitaux et de marchandises.

<b>Principaux Partenaires de la Chine en 1991 (milliards de dollars)</b>			
Pays	Exportations hors de la Chine	Importations en Chine	Solde
Etats Unis	19,0	6,3	+12,7
Japon	13,0	7,6	+5,4
Allemagne	7,0	2,5	+4,5
France	3,0	1,4	+1,6
Italie	2,2	1,1	+1,1
Royaume-Uni	1,2	0,5	+0,7

Source : La guerre du Commerce Mondiale, Jacques Marcelin, 1993, p. 63

En raison de la disparition de la superpuissance qu'était l'Union soviétique, la Chine se révèle moins utile du point de vue géostratégique dans les grands affrontements planétaires, en un quart de siècle de réformes, l'économie chinoise est passée du règne de l'administration mobilisatrice à la prédominance quantitative de l'économie de marché, sans achever ni envisager le terme d'une interminable transition.<sup>2</sup>

<b>Indicateurs de performance des pays Asiatiques de l'A.P.E.C.</b>				
Pays	PIB/hab.	Croissance annuelle du PNB/hab.	Dette (% du PNB)	FBCF (% du PNB)
Hong Kong	21 560	5,4	-	27,0
Corée du Sud	9 710	8,2	14,0	34,0
Singapour	19 350	6,1	-	44,0
Thaïlande	6 350	6,4	37,0	40,0
Malaisie	8 360	3,5	39,0	33,0
Indonésie	3 270	4,2	64,0	28,0
<b>Chine</b>	<b>2 330</b>	<b>8,2</b>	<b>15,0</b>	<b>41,0</b>

Source : Rapport mondial sur le développement humain, Paris, France, Economica (1996)

La Chine a besoins de devises pour payer ses transferts de technologie qui lui sont indispensables, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports.

<sup>2</sup> (Thierry de Montbrail et Philippe Moreau Defarges, RAMSES 2003, La Chine : enjeux institutionnels de l'intégration globale, DUNOD, p. 181)

### 2.3. Les ressources énergétiques.

Les rapports économiques nous démontrent que d'ici une trentaine d'années, la Chine deviendra la première puissance économique du monde, non pas concernant le revenu par habitant mais dans le contexte général de la macroéconomie, où la main d'œuvre spécialisée et son industrie de production énergétique seront les principaux composants de sa croissance.

Les pays en voie de développement comme la Chine et l'Amérique Latine devront pour améliorer leur Produit Intérieur Brut, augmenter leur consommation de pétrole, gaz ou trouver une autre façon de produire de l'énergie, principalement dans le domaine de l'électricité et des transports, car la Chine n'a pas assez d'hydrocarbures.

<b>Réserves Pétrolières Prouvées.</b>			
Pays	Réserves en milliards de tonnes.	Pourcentage des réserves totales.	Remarques
Venezuela	11	7,4%	6 <sup>ème</sup> . Place
Mexique	4	2,7%	9 <sup>ème</sup> . Place
Chine	3	2,3%	11 <sup>ème</sup> . Place
Brésil	1	0,8%	16 <sup>ème</sup> . Place

Source : BP- Revue annuelle sur l'énergie.

La Chine occupe la troisième position mondiale en réserves de charbon avec 114 milliards de tonnes, mais ce produit a une particularité, il est très polluant. Si la Chine ne souhaite pas rencontrer de contraintes par rapport à l'environnement, elle devra s'orienter vers l'importation d'hydrocarbures.

## **2. DESCRIPTION DE L'AMERIQUE LATINE.**

### **2.1. Un peu d'histoire.**

De 1780 à 1850, l'Amérique Latine subit un processus de réformes, révolutions et involution, qui en font le continent le mieux intégré à l'économie mondiale sur le plan commercial et juridique, et le moins intégré au nouveau modèle de développement européen sur le plan économique et social.

Economiquement l'Amérique Latine à la veille de son indépendance est donc au sommet d'une certaine prospérité voulue par la couronne d'Espagne et soutenue sur place par des sociétés économiques où se retrouvent les riches entrepreneurs créoles et les fonctionnaires coloniaux bien avisés.

Durant la colonisation toutes les nations latino-américaines sauf le Brésil ont été influencées par l'Espagne et la France.<sup>3</sup>

L'idée d'Amérique latine apparut vers 1862 lorsque Napoléon III voulut se mêler des affaires mexicaines et mettre sur le trône un prince européen, Maximilien d'Autriche.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des géographes nord-américains, James et Platt, reparlèrent de l'Amérique Latine pour la distinguer de l'Amérique anglo-saxonne, le terme fut repris par les Nations Unies et dans les années 50, le terme devient un usage général.

L'Amérique Latine est un espace géopolitique qui va à l'encontre de la division classique du continent américain :

- L'Amérique du Nord, le Canada, les Etats Unis et le Mexique.
- L'Amérique Centrale, au sud du Mexique jusqu'au Panama, et
- L'Amérique du Sud.

L'Amérique Latine regroupe l'Amérique du sud, l'Amérique centrale et le Mexique, elle est considérée avec l'Afrique et l'Asie comme l'une des grandes des « trois continents » du tiers-monde.<sup>4</sup>

## **2.2. Un autre visage de l'Amérique Latine.**

L'Amérique Latine ne peut être comprise que si l'on ne l'assimile pas aux rivalités que se livrent les Etats Unis et l'Europe. Si l'héritage culturel de l'Europe est incontestable, l'influence économique, politique et géostratégique des Etats Unis est indiscutable.

---

<sup>3</sup> (Odile Castel, HISTOIRE des faits économiques, les résistances au sous-développement, les cas de l'Amérique Latine, SIREY, 1998, p.76)

<sup>4</sup> Yves Lacoste, Dictionnaire de Géopolitique, L'Amérique Latine, Flammarion, 2002, p. 134.

L'Amérique Latine est aujourd'hui le fruit d'une évolution historique de plus de quatre siècles au cours de laquelle les composantes indiennes et ibériques se sont fondues, tout en intégrant des éléments culturels empruntés aux traditions des déportés africains de la « traite de Noirs ».<sup>5</sup>

L'Amérique Latine, est une unité politique active qui se compose de 35 états, sur une superficie de 21,1 millions de km carrés qui s'étend de la Terre de Feu au Rio Grande qui sert de frontière entre les Etats Unis et le Mexique.

Parler de l'Amérique Latine, c'est affirmer l'unité du continent sud qui regroupe 480 millions d'habitants par rapport au nord.

La population latine se compose de 80% de métis, 12% d'espagnols, français, allemands et italiens et de 8% de nationalités diverses. Si on analyse les religions de l'Amérique Latine, la religion catholique occupe la première place, derrière les chrétiens, les protestants et une minorité d'autres religions.

On peut dire que l'Amérique Latine est vraiment une mosaïque ethnique, linguistique, culturelle et religieuse, mais, si on parle de la démocratie et des droites de l'homme, on peut voir que c'est aussi une autre mosaïque différente de ce lui qu'on connaît aux Etats Unis ou en Europe.

Chaque pays de l'Amérique Latine rencontrent des problèmes différents. Pour le Mexique, la Colombie, le Pérou et la Bolivie, c'est le trafic ou la production de drogue. Le Guatemala, le Salvador, le Belize, le Honduras, le Nicaragua et le Panama ont connu des graves problèmes politiques avec des conséquences économiques catastrophiques. Le Brésil et l'Argentine subissent une forte crise économique et sociale. Ces pays sont confrontés à une grande corruption.

L'exception du Chili, gouvernés par les militaires enregistrait une croissance économique de 5%, et possédait ses propres industrie avec un taux de chômage très bas, c'est un pays stable prêt à la compétition commerciale internationale.

---

<sup>5</sup> (Yves Crozet, Lahsen Abdelmalki, Daniel Dufourt et René Sandretto, LES GRANDES QUESTIONS DE L'ECONOMIE INTERNATIONALE, Amérique Latine, NATHAN, 1998, pp. 333, 334.)

La Colombie confrontée aux problèmes de la drogue, aux guérillas, et à la démocratie, fait que cet Etat ingouvernable sur la totalité de son territoire lui interdit tout développement économique industriel et commercial.

Le Mexique, partenaire de l'ALENA depuis 1994 vient de signer un accord commercial avec l'Union Européenne en 2001, partenaire de l'APEC et de l'OMC. Avec son infrastructure industrielle et commerciale, ce pays peut envisager une participation plutôt positive dans le marché mondiale.

L'intervention des Etats Unis en Amérique Latine, est effective. A savoir : guerres ouvertes, guérillas, appuis pour combattre la drogue, forte présence et influence sur le plan politique et économique.

Un autre visage de l'Amérique Latine:

Dettes extérieures	750 milliards de dollars (769 milliards d'euros).
Chômage	6 % en 1990 ; 9 % en 2001
Pauvreté	120 millions de personnes en 1980, 211 millions en 1999 (44% de la population).
P.I.B.	baisse de 0,8 % prévue en 2002
Exportations	Baisse de 2,5 % en 2001 et de 5 % en 2002
Importations	Réduction de 4 % en 2001, au moins autant en 2002.
Investissements directs étrangers	107 milliards d'euros en 1999 ; 90 milliards d'euros en 2000, 82 milliards en 2001 ; 50 à 51 milliards prévus pour 2002.

Source : Yves Lacoste, Dictionnaire de Géopolitique, L'Amérique Latine, Flammarion, 2002.

### 2.3. Les ressources naturelles.

En accord avec l'agence de Géologie des Etats Unis, les principaux producteurs de pétrole en l'Amérique Latine sont le Venezuela, le Mexique et le Brésil, avec 117 milliards de barils estimés de réserve et un potentiel de 114 milliards de barils.

Les principaux produits des pays les plus importants de l'Amérique Latine :

Pays	Production
Le Mexique	Pétrole, gaz, charbon. Rangs dans le monde : 1 <sup>er</sup> . Argent, 3 <sup>e</sup> . oranges, 4 <sup>e</sup> . maïs et café, 5 <sup>e</sup> . plomb et canne à sucre et 6 <sup>e</sup> . pétrole et zinc.
Le Brésil	Uranium (réserves en 1990 : 255 100 tons), pétrole et gaz. Rangs dans le monde(1996) : 1 <sup>e</sup> . oranges, café vert et canne à sucre, 2 <sup>e</sup> . bovins, manioc et fer, 3 <sup>e</sup> . porcins et maïs, 4 <sup>e</sup> . cacao, tabac, bauxite et étain, 7 <sup>e</sup> . zinc, phosphates, or et diamants, 9 <sup>e</sup> . nickel et potasse, 10 <sup>e</sup> . riz, 11 <sup>e</sup> . caprins et coton, 15 <sup>e</sup> . vin, 16 <sup>e</sup> . ovins, 18 <sup>e</sup> . pétrole et 28 <sup>e</sup> . gaz naturel.

Pays	Production
Le Chili	Pétrole, gaz et charbon. Rangs dans le monde (1996): 1 <sup>er</sup> . Cuivre, 4 <sup>e</sup> . argent, 12 <sup>e</sup> . or, 14 <sup>e</sup> . fer et vin et 20 <sup>e</sup> . betterave à sucre.
L'Argentine	Uranium (réserves en 1988 :300 000 tons), charbon, pétrole, Rangs dans le monde (1996) : 3 <sup>e</sup> . citrons, 5 <sup>e</sup> .bovins et vin, 6 <sup>e</sup> . maïs, 7 <sup>e</sup> . sorgho et coton, 11 <sup>e</sup> . gaz et tabac, 12 <sup>e</sup> . blé et oranges, 14 <sup>e</sup> . canne à sucre, 18 <sup>e</sup> . ovins et 19 <sup>e</sup> . pétrole.
Le Venezuela	Pétrole, gaz et charbon. Rangs dans le monde (1996) : 6 <sup>e</sup> . réserves de pétrole.

Source : site de quid, fr.

#### 2.4. L'intégration Régional en Amérique Latine.

Certains accord de coopération existent en Amérique Latine depuis quarante ans, tels que le Pacte Andin et le Marché Commun Centraméricain et des accords nouveaux sont apparus, comme le Marché Commun du Sud, pour renforcer l'intégration sous-régionale.

Le Mercosur représente plus de 60% de la richesse de l'Amérique Latine, plus de 30 millions de consommateurs de ce marché ont un revenu annuel de l'ordre de 11 000 dollars.<sup>6</sup>

Les grands « marchés communs » américains		
Marché	Membres	Populations en millions
ALENA (1993) Association de Libre-Echange Nord Américain.	Canada, Etats Unis, Mexique	391,1
Pacte andin (1969)	Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela	101,5
Mercosur (1991) Marché Commun du Sud	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay (Bolivie et le Chili comme pays associés)	207,7
MCCA (1961) Marché Commun Centre-Américain.	Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador.	30,7
CARICOM (1972)	Antigua et Bermuda, Bahamas, la Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Saint Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Trinité-Tobago.	6,3

Source : J.-C Buhner, Le bilan économique, Le Monde, France, 1997, p. 67

<sup>6</sup> (Yves Crozet, Lahsen Abdelmalki, Daniel Dufourt et René Sandretto, LES GRANDES QUESTIONS DE L'ECONOMIE INTERNATIONALE, NATHAN, 1998, Amérique Latine, p. 348.)

## **2.5. La croissance de l'Amérique Latine.**

En 1970, la part du sous-continent dans les exportations mondiales de produits manufacturés était de 1%. Depuis cette date, si la production manufacturière a augmenté de volume, la part du continent reste toujours inférieure à ce niveau modeste de 1%. Elle s'est produite principalement dans les pays intégrés du « nord », soit directement le cas pour le Mexique à travers l'ALENA, soit indirectement à travers le jeu des firmes multinationales comme c'est le cas pour le Brésil, le Chili et l'Argentine.

Ces quatre pays sont parmi les plus grands bénéficiaires des réformes des dernières années.

En 1990, le revenu par habitant y était inférieur de 9% par rapport à son niveau du début de la décennie 80, mais le recul a été de 28% au Pérou, 25% en Bolivie, de 22,5% en Argentine et de 21% au Venezuela.<sup>7</sup>

## **2.6. La dette.**

Pendant les années 60-70, de nombreux pays latino-américains ont obtenu de grandes facilités de crédit auprès des institutions internationales pour financer leur industrialisation, ce choix c'était une erreur et les effets de ce phénomène perdurent aujourd'hui. On trouve dans le sous-continent latino-américain les pays plus endettés de la planète.

Cet endettement se ressent non seulement du poids de la dette des « trois grands » que sont le Brésil, le Mexique et l'Argentine, mais aussi du surendettement des petits États, ainsi, la dette dépasse le montant du PIB au Nicaragua, au Honduras et en Équateur.

Au cours de la dernière décennie, la dette a barré la route à la croissance économique et au développement de l'Amérique Latine, les pays débiteurs consacraient plus de ressources au service de la dette qu'ils ne recevaient de fonds en prêts et en investissements. Il semble que les petits pays d'Amérique Latine intéressent peu les banques commerciales.<sup>8</sup>

---

<sup>7</sup> (Yves Crozet, Lahsen Abdelmalki, Daniel Dufourt et René Sandretto, LES GRANDES QUESTIONS DE L'ECONOMIE INTERNATIONALE, NATHAN, 1998, Amérique Latine, p. 337)

<sup>8</sup> (L'AMERIQUE LATINE S'EN SORT-ELLE ?, The Institute of development Studies, University of Sussex, Brighton, England, 1992, p. 7)

## **DEUXIEME PARTIE**

# **LA CHINE DANS L'APEC ET SES REPERCUTIONS EN L'AMERIQUE LATINE.**

### **3. PARTICIPATION DE LA CHINE DANS L'APEC.**

#### **3.1. Un marché très intéressant.**

L'APEC a vu le jour en 1989 en Australie, lors de la première réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères et du Commerce international de douze économies de l'Asie Pacifique, à savoir : l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, la Nouvelle Zélande, la République de Philippines, le Singapour, la Thaïlande et les Etats Unis, cette réunion avait pour objet d'examiner les mesures permettant d'accroître la coopération dans cette région à la croissance rapide.

L'APEC a été établie en raison de l'interdépendance croissante des économies de l'Asie Pacifique et de la nécessité de stimuler l'économie de la région et de développer un sentiment d'appartenance à la collectivité.

En novembre 1991 l'APEC a accueilli la République Populaire de Chine, Honk Kong et le Taipei chinois. En novembre 1993, elle a reçu le Mexique et le Pérou, c'est le dernier pays à être joint à l'APEC, en novembre 1998.

Si nous rappelons la situation politique mondiale en 1991, la disparition de la Guerre Froide, cela veut dire, l'effondrement de l'empire Russe et la chute du mur de Berlin, donc, la Chine de l'époque s'était retrouvée isolée sur le contexte international en raison des événements de la place Tian Nan Men en 1989.

#### **3.3. La Coopération Economique Asie Pacifique**

On peut dire que l'APEC, représente pour la Chine une vitrine internationale et une occasion de montrer son savoir-faire diplomatique.<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.1

L'APEC constitue pour la Chine l'organisation internationale régionale où le niveau des discussions est le plus important, mais c'est aussi l'organisation dont les objectifs sont les plus généraux ; c'est une organisation qui sert d'abord et avant tout de lieu de dialogue et de conciliation entre l'Amérique et l'Asie, ce qui favorise une meilleure compréhension entre les pays concernés.

Les trois observateurs officiels de l'APEC sont :

- A. Le secrétariat de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.
- B. Le conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique.
- C. Le Forum du Pacifique Sud.

On peut dire plus spécifiquement que la Chine utilise le forum de l'APEC pour promouvoir la réunification avec Taiwan et le développement de certains secteurs économiques communs aux pays de l'Asie.

Il est à noter que l'APEC est la seule institution régionale où la Chine, Hongkong et Taiwan sont réunis. La présence de Hongkong est bien vue, la situation de Taiwan est beaucoup difficile.

D'un point de vue plus global, il semble que la Chine tente de profiter de nouveaux espaces de coopération économique internationale régionale pour accentuer son rôle pivot économique et diplomatique internationale.

#### **3.4. L'activité Chinoise dans l'APEC.**

La Chine est devenue membre de l'APEC en 1991, soit cinq ans après son adhésion au PECC (Pacific Economic Cooperation Council), qui lui-même a été le précurseur de l'APEC. Le gouvernement chinois avait d'abord vu dans le PECC une organisation destinée à promouvoir les intérêts économiques, politiques et de sécurité du Japon. Cette vision négative du PECC change dès 1984 et la Chine envisage alors cette organisation comme un moyen parmi d'autres pour acquérir de nouvelles technologies, développer des expertises, attirer des investissements et ouvrir des marchés.<sup>11</sup>

---

<sup>11</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.3

L'APEC compte maintenant 21 économies membres. :

Economies membres.	Superficie	Population.	PIB MILLIARS DOLLARS	PIB par personne. DOLLARS	Exportations MILLIONS DOLLARS	Importations MILLIONS DOLLARS
1. Australie	7.682	19,0	395	19.906	63.615	74.494
2. Brunei Durussalam	5.8*	0,34*	4	13.705	2.997	1.394
3. Canada	9.971	30,6	656	23.087	275.183	262.721
<b>4. Chile</b>	<b>0.757</b>	<b>15,01</b>	<b>68</b>	<b>4.641</b>	<b>18.310</b>	<b>16.693</b>
<b>5. République P. Chine</b>	<b>9.561</b>	<b>1.249,6</b>	<b>991</b>	<b>871</b>	<b>276.242</b>	<b>224.688</b>
<b>6. Hong Kong chinois</b>	<b>1.1</b>	<b>6,9</b>	<b>158</b>	<b>23.915</b>	<b>196.890</b>	<b>215.485</b>
7. Indonésie	1.904	207,0	141	721	62.103	33.511
8. Japon	378	126,5	4347	37.546	477.929	377.012
9. République de Corée	99	46,8	406	9.672	166.304	152.425
10. Malaisie	333	22,7	79	3.834	98.153	82.195
<b>11. Mexique</b>	<b>1.973</b>	<b>97,4</b>	<b>480</b>	<b>5.834</b>	<b>166.455</b>	<b>191.904</b>
12. Nouvelle Zélande	271	3,8	79	5.797	12.712	13.971
13. Nouvelle Guinée	453	4,6*	55	12.974	2.873	1.244
14. Pérou	<b>1.285</b>	<b>25,2</b>	<b>4</b>	<b>829</b>	<b>6.920</b>	<b>7.920</b>
15. Philippines	300	76,8	52	2.098	42.799	44.966
16. Russie	17.075	146,5	77	1.729	103.998	33.853
17. Singapour	0,60	3,2	185	22.667	134.567	134.530
<b>18. Taïpei chinois</b>	<b>36</b>	<b>21,9</b>	<b>288</b>	<b>13.906</b>	<b>147.583</b>	<b>139.769</b>
19. Thaïlande	513	61,7	122	1.754	65.160	56.915
20. Etats Unis	9.373	272,9	9299	36.151	771.991	1.238.200
21. Vietnam	331	77,5	29	404	12.822	12.610

Source : US Department of State, 2001

En effet, la Chine doit aussi veiller à préserver ses échanges commerciaux avec les pays de l'APEC. Le commerce entre la Chine et les pays membres de l'APEC représentait en 2000 la part la plus importante du commerce extérieur chinois.

La Chine insiste pour garder au sein de l'APEC un statut de pays en voie de développement, ce qui laisse présager l'existence d'un certain nombre de divergences entre elle et les pays plus développés. Ainsi par exemple, il semble que la Chine ait joint sa voix à celle des autres pays pauvres de l'APEC pour forcer les pays riches de l'organisation à retirer les questions de mains d'œuvre et d'environnement.<sup>12</sup>

### 3.5. la nouvelle économie Chinoise.

En 1993 la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International annoncent que la Chine est devenue, derrière les Etats Unis et le Japon, la troisième économie mondiale, avec un produit intérieur brut estimé à quelque 2 000 milliards de dollars.<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.5.

<sup>13</sup> Odile Castel, HISTOIRE des faits économiques, SIREY, 1998, p. 236.

Les exportations de la Chine vers ces pays ont en effet atteint en 2000 un total de 182,78 milliards de dollars US, alors que ses importations en provenance de ces mêmes pays représentaient 168,94 milliards de dollars, soit une croissance respective de 27,7 % et de 32,3% par rapport à l'année précédente.

À titre de comparaison, la même année, le commerce avec l'Europe, a atteint la somme de 69,03 milliards de dollars et celui avec les pays de l'ASEAN, pour la même période, 39,52 milliards de dollars.<sup>14</sup> Le commerce avec le Japon et avec les États-Unis représente bien entendu la part la plus importante du commerce de la Chine avec les pays de l'APEC, soit respectivement 9 % et 15 %.

La Chine reconnaît que l'APEC constitue l'organisation économique la plus importante dans la région asiatique et elle propose aux pays en voie de développement de l'APEC son propre modèle de développement économique.

En effet, la Chine préside ou représente cinq des trente-deux comités, sous-comités et groupes de travail de l'APEC, ainsi la Chine se trouve à la tête de près du tiers des comités, soit un nombre supérieur à celui des États-Unis et de la Corée du Sud qui en président chacun quatre et plus que le Japon qui n'en préside que deux.

La présence remarquable de la grande Chine laisse présager que Pékin entend jouer un rôle de premier plan dans une APEC qui réussirait à établir en Asie une réelle zone de libre-échange.

Selon les Chinois, de manière concrète et pour commencer, l'APEC devrait former un groupe de prévention de crises financières, décider de mécanismes d'aide d'urgence en cas de crise financière, appliquer des règles sur les activités financières, superviser les grands flots de capitaux dans la région et veiller à la formation de personnel financier compétent dans les pays en voie de développement.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.6., <sup>15</sup> Idem, p.9.

Cependant, deux enjeux sectoriels majeurs dominent les activités de la Chine au sein de l'APEC: la participation de Taiwan dans l'organisation et la promotion de l'entrée de la Chine dans l'OMC. La question de la participation de Taiwan à l'APEC constitue à terme un problème plus théorique que réel. En effet, d'une part Pékin a déjà obtenu des assurances bilatérales avec chacun des pays membre de l'APEC qui ont tous au moins reconnus que Taiwan faisait partie de la Chine.

D'autre part, pour la Chine, le statut de Taiwan à l'intérieur de l'APEC devrait évoluer vers un statut similaire à celui de Hongkong. Bien que l'excolonie britannique soit officiellement considérée comme un territoire autonome au sein de l'APEC, il ne fait aucun doute que celle-ci est maintenue sous le contrôle absolu de Pékin. La présence de Hongkong permet donc à la Chine de diversifier son influence dans l'organisation et il n'y a pas de raison de croire que les dirigeants chinois ne seraient pas favorables à un arrangement similaire pour Taiwan dans la mesure où l'île retournerait à la Chine.

Le problème le plus intéressant est celui d'une éventuelle divergence d'intérêt entre la Chine continentale et Taiwan. Pourtant, en dépit de divergences sur la représentativité de chaque gouvernement, la Chine et Taiwan ont semblé jusqu'à présent partager des points de vue similaires au sein de l'APEC.<sup>16</sup>

La Chine participe d'ailleurs formellement à deux des trois comités dirigés par Taiwan, soit le comité sur les services, établi en 1997 comme groupe informel et le groupe de travail sur la conservation des ressources marines, établi en 1990.

Pour la Chine, l'APEC rivalise avec deux autres organisations régionales internationales asiatiques : le Forum de Boao et l'ASEAN. Au niveau mondial, elle sert plutôt de modèle à deux autres organisations, le Forum de coopération sino-africain<sup>17</sup> et la Conférence Asie Europe.

En octobre 2001, lors du sommet de l'APEC, tenu à Shanghai, la Chine y exclut la représentation Taiwanaise, auparavant le sommet s'est déroulée sans aucun souci, donc, il semble que la Chine a gagné vraiment la sympathie des intégrantes de cette l'association économique.

---

<sup>16</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.11

<sup>17</sup> Idem, p.13

### **3.5. La Chine est les autres organisations économiques régionales de l'APEC.**

La Chine a accueilli en février 2001 un forum asiatique régional dont l'idée avait été lancée en 1998 par l'Australie et le Japon, le Forum de Boao. Le forum doit servir de lieu de rencontre officieux pour des personnalités des milieux industriels, commerciaux et académiques qui s'intéressent à l'Asie.

La Chine voudrait que le siège du forum soit établi en permanence à Boao, sur l'île de Hainan, province du sud de la Chine. Le forum pour l'Asie réunit vingt-trois pays d'Asie, soit deux de plus que l'APEC.<sup>18</sup>

On y retrouve notamment le Pakistan, le Kazakhstan, le Népal, la Mongolie, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Turkménistan, la Birmanie, le Bangladesh, le Sri Lanka et l'Iran, qui sont tous absents de l'APEC, par contre, on ne voit pas la Russie, les États-Unis, le Canada, l'Inde, la Corée du Nord, et le Taiwan.

Le leadership du forum semble appartenir à la Chine et au Japon. En théorie, le forum doit servir de complément à l'APEC, à l'ASEAN et à la Conférence Asie-Europe et aux rencontres au sommet entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud. En réalité, la composition même du forum en fait déjà un lieu de rencontre entre des pays différents de ceux que réunissent les trois autres groupes, mais les États-Unis maintient le contrôle du Forum, cette chose ne fait pas sourire à la Chine qui envie de jouer un rôle plus active dans l'ASEAN.

L'ASEAN, pour certains dirigeants chinois, serait donc en train de se transformer en un mécanisme multilatéral de sécurité contraignant qui permettrait aux États-Unis de gérer les problèmes des îles du Pacifique sud, de Corée et de Taiwan.

Il faut se souvenir cependant que l'une des raisons de la création de l'ASEAN était justement de protéger les pays membres contre la menace des pays communistes. Il n'est donc pas surprenant que les pays de l'ASEAN conservent une certaine méfiance à l'égard de la Chine<sup>19</sup>

---

<sup>18</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.13.

<sup>19</sup> Idem, p.15.

Dans un tel contexte, certains voient dans l'APEC un lieu de dialogue entre l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud et la Chine. Mieux, l'APEC permettrait aux grandes économies d'être plus tolérantes face aux regroupements régionaux comme l'ASEAN parce qu'il leur serait possible d'y rencontrer ces groupes sous-régionaux<sup>20</sup>

### **3.6. L'OMC, un pas obligé.**

Il est clair que pour la Chine, après qu'elle a consolidé sa position dans l'APEC, elle a envisagée l'Organisation Mondiale de Commerce pour aller chercher ses objectifs économiques, elle a aménagé son infrastructure de production et ses industries vitales, et le 11 novembre 2001, la Chine a vu le premier jour dans l'OMC.

L'entrée de la Chine dans l'OMC, constitue peut-être l'événement le plus important des cinquante dernières années de l'histoire du pays, le processus doit passer par trois étapes principales :

1. Le débat et les conflits entre les réformateurs et les conservateurs.
2. Les tensions entre centralisation et décentralisation de pouvoir.
3. L'ajustement à l'OMC depuis 1999, avec la perspective d'économie de marché qui en est attendue.<sup>21</sup>

L'entrée de la Chine dans l'OMC fait partie d'un vaste programme de restructuration de toute la société, le gouvernement, l'industrie et de la banque chinoise, les différentes régions vont suivre des stratégies très différentes d'adaptation à l'OMC et offrir des conditions de marché différentes aux entreprises étrangères et certains secteurs, comme celui de l'agriculture, souffriront beaucoup de l'entrée de la Chine dans l'OMC, d'autres moins, comme le secteur de l'automobile,

Il faut s'attendre, pendant la période transitoire d'accès à l'OMC, à davantage d'instabilité politique en Chine or, ce sont les États-Unis qui sont à la tête du «comité d'application des obligations de l'OMC», comité qui est chargé, comme son nom l'indique, de voir à l'application des règles et stratégies d'application de l'OMC parmi les membres de l'APEC.<sup>22</sup>

---

<sup>20</sup> Loïc Lassé, La Chine et l'APEC, vol 3, No.4, mai 2001, p.15, <sup>22</sup> Idem, p. 12

<sup>21</sup> (RAMSES 2003, La Chine : enjeux institutionnels de l'intégration globale, p181.

Il est clair que la Chine a disposé de l'appui des États-Unis pour entrer à l'OMC et ces derniers devraient précisément faciliter l'application des ententes de l'OMC concernant la Chine au sein de l'APEC.

L'entrée de la Chine dans l'OMC aura non seulement des répercussions sur toute la société chinoise, mais pourrait encore procurer à la Chine les moyens de peser de manière plus décisive sur les destinées du monde.

Les autorités chinoises de différents paliers ont pris des mesures de transition vers une plus grande ouverture des marchés, ils ont consolidé des négociations pour consolider le marché régional avec des pays voisins et les grandes entreprises chinoises de différents secteurs ont conclu des alliances avec des partenaires étrangers.

Parmi les secteurs les plus touchés, certains subiront des transformations difficiles et brutales, d'autres encore pourront mieux s'en tirer si l'économie se développe aussi rapidement que prévu, certains enfin seront avantagés par l'entrée de la Chine dans l'OMC, peu importe le contexte économique. Ces trois différentes situations peuvent être illustrées à travers trois secteurs importants : le secteur de l'agriculture, le secteur de l'industrie automobile et l'industrie de l'information.

En dépit des chiffres officiels, seule une minorité de la population, soit environ 40 %, habite encore en zone rurale peut être pour cette raison le gouvernement a décidé de fermer plusieurs industries rurales, cela a favorisé le chômage et l'exode rural, qui ont pour résultat que certaines zones rurales manquent de main d'œuvre jeune.

La Chine s'apprêterait à augmenter l'accès à son marché pour les principaux produits d'exportation des pays industrialisés, soit le blé, le coton, le riz, le maïs et la fève soya. En revanche, elle devrait continuer à limiter les investissements étrangers dans pratiquement tous les secteurs agricoles tandis que les secteurs du sucre, de la laine, du coton et des huiles végétales devraient continuer à bénéficier de mesures protectionnistes.<sup>23</sup>

---

<sup>23</sup> Loïc Tassé, Restructuration Industrielle à la Chinoise : La Chine et l'OMC, Publications récentes du GRES » Vol. 3 No. 10, mai 2001, p. 18

## **4. LA PRESENCE CHINOISE EN L'AMERIQUE LATINE.**

### **4.1. Les liens économiques et diplomatiques.**

La présence de la Chine en l'Amérique Latine date depuis le XIX siècle, avec un commerce actif de différents produits, mais les liens diplomatiques aurions lieu à la fin de ce siècle.

La République Populaire de Chine n'a pas des liens diplomatiques avec tous les pays d'Amérique Latine. Dans la décennie quatre vingt, le Honduras, le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Costa Rica, le Panama et la République Dominicaine, ont tourné la tête vers la République de Chine, ce la veut dire, Taiwan.

Alors, le reste de pays de l'Amérique Latine ont de lien diplomatiques avec la Chine, cependant, ce pays entretien des liens commerciales avec presque toute l'Amérique Latine.

### **4.2. La balance commercial.**

La balance commerciale de la Chine avec l'Amérique Latine représente le 19% de ses affaires économiques :

<b>Liens commerciales entre la Chine et l'Amérique Latine.</b>				
<b>(MILLIONS DE DOLLARS)</b>				
<b>PAYS</b>	<b>EXPORTATIONS</b>	<b>IMPORTATIONS</b>	<b>SALDO</b>	<b>%</b>
ARGENTINE	547.8	1229.0	- 681.6	- 124 %
BREZIL	1236.1	2170.3	- 934.2	- 76 %
CHILI	749.6	1128.9	- 379.3	- 51 %
COLOMBIE	186.8	24.9	181.8	87 %
COSTA RICA	58.2	22.6	35.6	61 %
CUBA	291.9	110.7	181.3	62 %
ECUADOR	119.9	26.7	93.2	78 %
GUATEMALA	148.6	0.2	148.4	100 %
HONDURAS	61.9	0.1	61.8	100 %
JAMAICA	82.3	33.2	49.1	60 %
MEXICO	1626.3	686.6	939.2	58 %
NICARAGUA	32.8	0.1	32.7	100 %
PANAMA	1128.7	1.5	1127.3	100 %
PARAGUY	66.3	2.7	63.7	96 %
PEROU	158.6	452.0	- 293.4	- 185 %
URUGUAY	178.2	85.2	93.0	52 %
VENEZUELA	412.8	132.4	280.4	68 %
<i>TOTAL</i>	<i>7556.3</i>	<i>6140.3</i>	<i>1416.0</i>	<i>19 %</i>

On ce que concerne le pétrole, le Mexique a vu augmenter sa production national pour favoriser le marché chinois, ce que reflète l'activité productive de la Chine qui a une croissance en tous les secteurs de son économie.

La Chine envisage mettre sur place en l'Amérique Latine des industries textiles pour exporter ses produits vers les Etats Unis et le Canada, ainsi que inonder le marché mexicain

## CONCLUSION

La Chine a utilisée l'APEC pour faciliter son entrée a l'OMC et pour convaincre à ses partenaires de l'APEC que Taiwan deviendra tard ou tôt une partie de la Chine continentale.

Il est vrai que la Chine est le pays qui a beaucoup profité de l'APEC et de l'Amérique Latine, comme on peut voir sa balance commerciale très positive, cependant, dans l'OMC, c'est encore difficile de quantifier les résultats macroéconomiques, mais ce sur qu'elle a eu une augmentation de sa production.

Pour la croissance économique, la Chine est un communisme de marché, dont les résultats sont spectaculaires, par contre, l'Amérique Latine est une « démocratie » le surendettement a été la fausse clé du développement.

Les intérêts chinois et américains au sein de l'APEC ne coïncident pas nécessairement dans les domaines économiques et politiques, mais les Etats Unis ont aidé acheminé a la Chine à l'APEC et postérieurement à l'OMC, car les Etats Unis ont envisagé une Chine plus proche de l'Amérique que de l'Europe.

Il apparaît de plus en plus clair que la Chine a besoin d'un type d'organisation économique régionale plus sérieux et plus contraignant en Asie pour stabiliser les marchés.

La Chine forme un enclave économique mondial que par la taille de son marché et le niveau de sa production, elle est un acteur importante dans le contexte international.

L'économie chinoise a ouvert ses portes aux investisseurs étrangers, mais malheureusement l'Etat maintien son influence dans les entreprises les plus importantes, impérativement la Chine doit libérer son économie pour avoir de la crédibilité et attirer l'attention mondiale.

Les réformes économiques et la restructuration étatique chinoise ont une forte pénétration dans les économies de l'Amérique Latine.

En Amérique Latine on croit que les chinois ne veulent pas ouvrir son marché aux produits américains, si non que l'idée de la Chine est de gagner le marché des Etats Unis et maintenir une forte présence commerciale dans tout le continent Américain, cela c'est une menace pour la faible industrie latino Américaine.

Le grand problème mondial pour les prochaines quarante ans sera le marché du pétrole. Il n'y a pas d'activité commercial sans énergie et il n'y a pas de croissance économique possible si un pays ne dispose pas de moyens suffisants pour produire de l'énergie. La Chine pourra-t-elle, maintenir son développement et devenir la plus grande puissance mondiale dans les prochaines trente années, sans disposer des hydrocarbures qui lui sont nécessaires ?

On attend que la Chine joue un rôle international de plus en plus marqué à l'intérieur des différentes organisations commerciales internationales et non seulement dans la région du Pacifique.

On ce que concerne la faiblesse de la croissance en Amérique Latine, sans doute a plusieurs handicaps, on peut prononcer : l'absence d'une économie dynamique, l'inflation que décourage aux investisseurs étrangers, l'utilisation de politiques économiques dépensières et inadaptées et le rôle déstabilisant de la drogue et les conflits armés en plusieurs pays.

Le surendettement des pays d'Amérique Latine est une contrainte pour leur développement, car les pays sont très préoccupés pour régler la dette extérieur et pour maintenir la fiabilité de leur économies, alors, les projets sociaux d'éducation, de santé et autres restent en attente.

En ce que concerne l'intégration commerciale des pays de l'Amérique Latine on peut se poser deux questions :

1. Ces accords de coopération peuvent-ils compenser le pouvoir de production de la Chine ?
2. L'Amérique latine représente-t-elle un concurrent pour la Chine dans l'APEC. ?

La Chine a une forte position dans les marché latino Américains, parce que il existe une grande population très pauvre et les produits chinois sont très bon marche, en revanche, les pays américains cherchent avoir une croissance de leur exportations des produits non manufacturés, comme les fruits, les légumes, les produits de la mer, les tabac, et les produits chimiques, etc.

La Chine est très supérieur a l'Amérique Latine dans tous les domaines, le Mexique, le Brésil et le Chili, restent les pays qui pourraient montrer à la Chine une compétition commerciale ouverte.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES EN FRANCAIS**

Histoire de Faïtes Economiques, les trois âges de l'économie mondiale, Odile Castel, SIREY, 1998

Institut Français des Relations Internationales, RAMSES, Rapport Annuel Mondial sur le Système Economique et les Stratégies, Sous la Direction de Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, DUNOD, 2003

Les Grandes Questions de l'Economie International, Yves Crozet, Lahsen Abdelmalki, Daniel Dufourt et René Sandretto, NATHAN, 1998

La Guerre du Commerce Mondial, forces et faiblesses des français à l'étranger, Jacques Marcelin, ESKA, 1993.

L'Etat du Monde 2003, Annuaire Economique Géopolitique Mondial, La Découverte, 2003

Dictionnaire de Géopolitique, Sous la direction de Yves Lacoste, Flammarion, 2002

La Chine et l'APEC, Loïc Tassé, Coll. « Notes de recherches du GRES », vol 3, No.4, mai 2001.

Restructuration Industrielle à la Chinoise : La Chine et l'OMC, Loïc Tassé, Publications récents du GRES » Vol. 3 No. 10, mai 2001

### **ARTICLES EN FRANCAIS**

L'AMERIQUE LATINE S'EN SORT-ELLE ?, The Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, Englad, 1992.

### **SITES D'INTERNET**

Site du Ministère des Affaires Etrangères du Mexique, Agenda México-China.

Site de la Coopération Economique Asie Pacifique.

Site de l'Organisation Mondiale de Commerce.

Site du journal EL Universal, México.

# **TABLE DE MATIERES**

	<b>Page</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>1. PREMIERE PARTIE QUELQUES REPERES DE LA CHINE.</b>	
1.1. Pas d'histoire	5
1.2. Une visage différente à celle du communisme	5
1.3. Les ressources énergétiques	
<b>2. SECONDE PARTIE DESCRIPTION DE L'AMERIQUE LATINE.</b>	
2.1. Un peu d'histoire	7
2.2. Une autre visage de l'Amérique Latine	8
2.3. Les ressources naturelles	10
2.4. L'Intégration régional de l'Amérique Latine	11
2.5. La croissance latino-américaine	12
2.6. La dette	12
<b>3. TROISIEME PARTIE PARTICIPATION DE LA CHINE DANS L'APEC.</b>	
3.1. Un marché très intéressant	13
3.2. La Coopération Economique Asie Pacifique	13
3.3. L'activité chinoise dans l'APEC	14
3.4. La nouvelle économie chinoise	15
3.5. La Chine et les autres organisations économiques de l'APEC	18
3.6. L'OMC, un pas obligé	19
<b>4. QUATRIEME PARTIE LA PRESENCE CHINOISE EN L'AMERIQUE LATINE.</b>	
4.1. Les liens économiques et diplomatiques	21
4.2. La balance commerciale	21
<b>CONCLUSION</b>	<b>23</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>27</b>